

DATE DE CONVOCATION
29/05/2026

DATE D’AFFICHAGE
29/05/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE
29
PRÉSENTS
23
VOTANTS
28

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060505-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2026

L’an deux mille vingt-six, le **vendredi 5 juin**, à 18 heures 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Damien de WINTER, Maire.

Etaient présents

M. Damien de WINTER, M. Bruno LECOEUR, Mme Sophie MOBASHER, M. Bertrand VERSTRAETE, Mme Monique BOBLIN, M. Nicolas RICHTER, Mme Danièle DUCRET, M. Lilian LEBON, Mme Anne-Marie LEBIDOIS, M. Christophe BISSEY, Mme Patricia FREIDOZ, M. Olivier VELASQUEZ, Mme Magali LE BLAIS, Mme Marie-France LEBON, Mme Sophie SAKO ISSOUFOU, M. François PAPOUIN, Mme Solène BOUILLET, Mme Bénédicte BLOYET, Mme Marie MARCATTÉ, M. Quentin CALBRIS, Mme Stéphanie SAUVAGE, Mme Angélique MAHEUT, M. Julien de CURRAIZE

Absents représentés : Mme Sara ROUZIERE donne pouvoir à M. Damien de WINTER, M. Patrick DESVAGES donne pouvoir à M. Lilian LEBON, M. Ludovic LEDUC donne pouvoir à M. Bruno LECOEUR, M. Bastien HERGAS donne pouvoir à Mme Marie-France LEBON, M. Christophe LELIEVRE donne pouvoir à M. Quentin CALBRIS

Absents : M. Mathieu BRUMENT

Secrétaire de séance : M. Bertrand VERSTRAETE

Délibération n° 26.06.05/05

Objet : Autorisation donnée au Maire d’ester en justice dans le cadre des élections professionnelles 2026

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre des élections professionnelles, qui doivent se tenir le 10 décembre 2026 afin d’élire les représentants du personnel qui siégeront au sein du Comité social territorial, il est nécessaire d’autoriser Monsieur le Maire à mener toute action pour défendre les intérêts de la commune en cas de recours à l’occasion des élections professionnelles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 26 POUR et 2 ABSTENTIONS (M. Christophe BISSEY et Mme Sophie SAKO ISSOUFOU)

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements ;

CONSIDERANT le risque contentieux susceptible d’apparaître lors des opérations électorales ;

CONSIDERANT qu’il est nécessaire d’autoriser Monsieur le Maire à mener toute action pour défendre les intérêts de la commune en cas de recours à l’occasion des élections professionnelles ;

AUTORISE Monsieur le Maire à représenter la commune pour tout litige relatif aux élections professionnelles et à faire appel à un avocat en cas de besoin ;

DECIDE d’inscrire les crédits nécessaires au budget au règlement des sommes dues au titre des frais d’honoraires et frais d’actes.

Le secrétaire de séance,
Bertrand VERSTRAETE



Fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Damien de WINTER